



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
13 août 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant Cinquante-neuvième session

Compte rendu analytique de la 1684^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mercredi 25 janvier 2012, à 15 heures

Président: M. Zermatten

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties (suite)

Rapport initial de la Thaïlande sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (suite)

Rapport initial de la Thaïlande sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (suite)

Observations finales des rapporteurs pour la Thaïlande

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-40372 (EXT)



* 1 2 4 0 3 7 2 *

Merci de recycler 



La séance est ouverte à 15 heures.

Examen des rapports soumis par les États parties (suite)

Rapport initial de la Thaïlande sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (suite)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation thaïlandaise reprend place à la table du Comité.*
2. **M. Pollar** dit que l'application de l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant implique le respect des dispositions des Conventions de Genève de 1949, en particulier de la quatrième Convention relative à la protection des personnes civiles, et il demande dans quelle mesure ces conventions sont observées dans les provinces du sud du pays. La quatrième Convention de Genève exige que les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités soient traitées avec humanité; or, le Comité dispose d'informations selon lesquelles dans les provinces du Sud, les enfants reçoivent un traitement inhumain. La délégation pourrait-elle fournir des éclaircissements à ce sujet? M. Pollar lui demande également de s'exprimer sur les informations faisant état d'exécutions arbitraires commises par des groupes armés non étatiques et par les services de sécurité de l'État partie.
3. Il demande à la délégation d'exprimer ses vues sur les informations selon lesquelles les autorités thaïlandaises limitent l'accès des organes des Nations Unies aux régions où sévissent des groupes armés non étatiques du Myanmar, faisant ainsi obstacle aux efforts menés pour empêcher ces mêmes groupes de recruter des enfants. Il existe des rumeurs d'attaques d'écoles, d'agressions d'enseignants perpétrées par des groupes armés non étatiques, et d'utilisation des écoles comme bases par les forces de sécurité de l'État partie et les groupes paramilitaires. M. Pollar demande comment l'État partie prévoit de mettre un terme à ces agissements. Il souhaite aussi savoir si la peine de mort a été infligée à des personnes âgées de moins de 18 ans pour des délits liés à la participation aux conflits armés.
4. M. Pollar souhaite connaître les mesures de protection mises en place pour les enfants impliqués dans les conflits armés et savoir si la loi définit de manière appropriée la participation directe à ces conflits. Il rappelle à la délégation qu'en vertu de l'article 4 du Protocole facultatif, l'enrôlement d'enfants par des groupes armés non étatiques doit être érigé en infraction pénale, et il demande si les auteurs de ce type de délit peuvent être poursuivis en Thaïlande. Il demande en outre si des mesures ont été prises pour empêcher un tel enrôlement et souligne la nécessité de veiller à ce que les enfants qui ont appartenu à des groupes armés ne soient pas rapatriés vers des pays où ils risquent d'être à nouveau enrôlés. Il souhaite également savoir si l'État partie a satisfait aux conditions requises pour être rayé de la liste des États dans lesquels les enfants sont recrutés pour participer à un conflit armé, liste établie en vertu de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité.
5. **M^{me} Varmah** aimerait savoir si les enfants inscrits dans des écoles militaires et âgés de 12 ans seulement, reçoivent une formation militaire.
6. **M. Gastaud** demande si dans l'État partie, quelqu'un a été poursuivi en justice pour l'enrôlement d'enfants dans des groupes armés sévissant en Thaïlande ou dans les pays voisins. Il souhaite aussi savoir si les enfants arrêtés en application de la loi martiale dans les provinces du sud du pays ont ensuite été jugés par des tribunaux militaires ou par des tribunaux civils.

7. **M^{me} Wijemanne** demande si l'État partie établit des statistiques sur le nombre d'enfants enrôlés, si la tendance en la matière est à la hausse ou à la baisse, et si le Gouvernement dispose de quelconques moyens pour libérer ces enfants.
8. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) dit que de l'avis officiel du Gouvernement thaïlandais, il n'y a pas de conflit armé dans les provinces du Sud; il s'agit plutôt d'activités criminelles violentes menées par des groupes sans structure militaire qui ne contrôlent aucun territoire, et la violence est limitée à certaines régions et sporadique. La Thaïlande ne figure pas sur la liste établie en vertu de la résolution 1612 du Conseil de sécurité, mais elle est mentionnée comme un pays faisant l'objet de préoccupation. Le Gouvernement désapprouve cette appréciation.
9. **M. Madi** signale que selon les informations transmises au Comité, les provinces du Sud ont pendant sept ans, enregistré plus de 10 000 incidents violents et de nombreux morts. Il souhaite savoir pourquoi l'État partie a imposé la loi martiale dans la région s'il considérait ces incidents comme étant de nature criminelle et non militaire.
10. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) dit que la situation est complexe et que le Gouvernement s'efforce de limiter les régions touchées par les lois d'urgence. Dès que les circonstances le permettront, ces lois seront levées.
11. **M. Muntarbhorn** (Thaïlande) dit qu'un décret sur l'état d'urgence est en vigueur dans quatre provinces du Sud et la loi martiale dans trois d'entre elles. Le Code pénal et la loi de 1991 portant création des tribunaux et des procédures pour les mineurs et les affaires familiales s'appliquent également. Les jeunes gens sont jugés exclusivement par les juridictions pour mineurs. Le Comité international de la Croix rouge et les autres organismes internationaux ont accès aux provinces du Sud, et la Thaïlande est partie aux quatre Conventions de Genève de 1949. M. Muntarbhorn fait toutefois remarquer que ces conventions ne s'appliquent qu'aux conflits internationaux et non aux troubles internes. L'État partie reconnaît cependant que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme s'appliquent en toutes circonstances. M. Muntarbhorn réaffirme à nouveau que, de l'avis du gouvernement, la situation dans le sud du pays n'est pas celle d'un conflit armé.
12. Tout en admettant qu'aucune loi spécifique dans l'État partie ne se rapporte à l'enrôlement d'enfants, M. Muntarbhorn signale que d'autres textes, notamment la loi de 2003 sur la protection de l'enfance et le Code pénal, contiennent des articles susceptibles de s'appliquer à un tel délit. Les sanctions prévues en vertu de la loi sont certes légères mais celles inscrites au Code pénal sont plus sévères. Pour souligner la prévalence croissante de l'application du droit civil dans les provinces du Sud, M. Muntarbhorn signale qu'en 2011 huit affaires ont été portées en justice au titre de la loi sur la protection de l'enfance, contre aucune l'année précédente.
13. **M. Purgchaipaw** (Thaïlande) dit que l'âge minimum d'inscription à l'école de la marine royale thaïlandaise qui est de 12 ans, devrait être relevé à 15 ans en 2014 pour être conforme aux écoles dirigées par les autres corps d'armée. Dans ces écoles, les programmes sont similaires à ceux des écoles classiques mais ils mettent également l'accent sur la discipline. Les élèves ne sont pas formés au maniement des armes.
14. **M. Preecha** (Thaïlande) déclare que la situation dans les provinces frontalières du Sud n'est pas aussi violente que le décrivent les médias. Dans l'ensemble, la population peut mener une vie normale. Les résidents n'ont pas été évacués car la région n'est pas une zone de combats. Sur plus de 10 000 incidents violents signalés, seuls 9 % ont provoqué des décès. Sur les 4 000 personnes décédées au cours de cette période, 28 % ont été tuées dans des affrontements avec des groupes armés. Les autres sont décédées suite à des différends entre divers groupes d'intérêts, notamment des mafias locales qui se livrent au trafic de stupéfiants.

15. Des efforts sont néanmoins engagés pour protéger les enfants des incidences de la violence. Des campagnes sont menées dans les villages, les écoles et les institutions religieuses pour sensibiliser les enfants aux risques et aux régions dangereuses. Pour les empêcher de participer aux *chor ror bor* (milices villageoises d'autodéfense), les autorités entretiennent un dialogue constant aux niveaux de la province, du district et du village, avec les divers organismes, les conseils de village et la population en général. Les milices établissent des listes détaillées de leurs membres et quiconque est reconnu responsable du recrutement de personnes âgées de moins de 18 ans encourt des poursuites pénales. Les autorités militaires contrôlent en permanence les milices.

16. Les autorités n'ont eu d'autres alternatives que celle d'imposer la loi martiale et le décret relatif à l'état d'urgence dans les provinces du Sud, pour faciliter l'arrestation des membres de groupes armés, dont la plupart avaient fait le serment de ne rien révéler de leurs activités et qu'il aurait été difficile de poursuivre dans le cadre du droit civil. Un accord préalable entre l'armée, la police et les autorités locales s'imposait avant de pouvoir procéder aux arrestations. Les chefs de village et les autorités religieuses ont aussi été consultés. Les jeunes gens suspectés d'avoir participé à des groupes armés ont été traduits devant un tribunal pour mineurs dans les 24 heures de leur arrestation. Les agents de l'armée et de la police ont reçu une formation aux droits de l'homme et sont intervenus conformément aux directives contenues dans un manuel sur le sujet. Le décret d'urgence sera levé dès que possible et a de fait déjà été levé dans 5 des 37 districts.

17. **M. Madi**, notant que quiconque est arrêté dans le cadre de la loi martiale peut être maintenu en détention jusqu'à 7 jours, demande s'il est exact que les personnes de moins de 18 ans sont détenues avec les adultes dans les centres de détention militaires.

18. **M^{me} Aidoo** souhaite savoir si le manuel contient des directives sur la manière de s'occuper des enfants et sur leurs droits, et si les comités provinciaux de protection de l'enfance sont en mesure de garantir que les enfants reçoivent un traitement approprié dans le cadre du décret d'urgence et de la loi martiale.

19. **M. Karamic** (Thaïlande) dit que les personnes de moins de 18 ans arrêtées dans les provinces du sud sont détenues dans les centres de détention de la police. Garçons et filles demeurent dans des locaux distincts de ceux des détenus adultes et leurs parents ont un droit de visite quotidien.

20. **M. Preecha** (Thaïlande) déclare que le manuel contient effectivement des informations sur la manière de traiter les personnes appréhendées âgées de moins de 18 ans, conformément à la loi portant création des tribunaux et des procédures pour les mineurs et les affaires familiales.

21. **Le Président** souhaite savoir quelle disposition juridique spécifique interdit le recrutement d'enfants dans les milices villageoises d'autodéfense, comment le gouvernement lutte contre l'enrôlement d'enfants dans les autres groupes armés non étatiques dans les provinces du Sud, et si les écoles servent de bases aux activités des milices villageoises d'autodéfense.

22. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) dit que le droit interne de son pays, notamment le Code pénal et la loi sur la protection de l'enfance, interdisent l'enrôlement d'enfants de moins de 18 ans et leur implication dans un conflit armé. Les représentants des forces de sécurité de son gouvernement visitent régulièrement les troupes dans les provinces du Sud pour leur donner instruction des instruments internationaux réglementant l'utilisation d'enfants dans un conflit armé.

23. Des politiques claires et des procédures opérationnelles standard concernant les enfants soldats du Myanmar sont en place. La politique courante consiste à ne pas rapatrier au Myanmar les enfants, en particulier ceux identifiés comme d'anciens enfants soldats.

Dans les camps de réfugiés temporaires en Thaïlande, les enfants sont enregistrés conformément aux recommandations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. La situation est délicate pour la Thaïlande qui risque d'être accusée d'aider les soldats impliqués dans la lutte contre le gouvernement d'un pays voisin. Les opérations du Conseil d'admission provinciale ont été suspendues pendant un certain temps et les dossiers en suspens ont concerné quelque 4 000 personnes, mais le Conseil devrait reprendre ses activités au premier trimestre 2012. Le regroupement familial servira de critère pour accélérer les demandes et contribuer à rattraper le retard.

24. **Le Président** dit que, selon les informations communiquées au Comité, quelques anciens enfants soldats venant du Myanmar ont été recrutés dans les camps par des personnes issues du Myanmar et représentant des groupes armés non étatiques de ce pays. Il demande si les enfants dans les camps reçoivent une aide psychologique durant la phase d'identification et d'enregistrement et s'ils sont protégés contre un enrôlement ultérieur.

25. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) dit que bien que les camps soient placés sous le contrôle des autorités thaïlandaises, ils sont administrés au quotidien par les comités de résidents, ce qui pose divers problèmes.

26. Son gouvernement confirme l'absence de recrutement dans les camps. Si les organes des Nations Unies ou des organisations non gouvernementales (ONG) ont appris le contraire, ils sont invités à signaler les cas en question aux autorités thaïlandaises, car leurs sources d'allégations ne coopèrent manifestement pas avec les autorités.

27. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) assurent habituellement directement ou par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, la protection et les activités de conseil destinées aux anciens enfants soldats. Le Ministère de l'intérieur coopère avec le HCR pour informer les résidents des camps de l'interdiction des activités anticiques.

28. **Le Président** rappelle, qu'en vertu du Protocole facultatif, l'État partie est tenu de fournir un soutien, notamment psychologique, aux enfants relevant de sa compétence et susceptibles d'avoir été impliqués dans un conflit armé dans un autre pays.

29. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) souligne que son pays a bien accueilli les personnes déplacées du Myanmar en leur fournissant des soins de santé, des services d'éducation et des installations sanitaires.

30. **Le Président** déclare que le Comité a conscience des efforts de l'État partie dans le contexte difficile d'un conflit frontalier et des flux migratoires qui en résultent. Pour autant, il reste responsable de la protection des enfants présents sur son territoire.

31. **M. Pollar**, évoquant le précédent débat portant sur la question de savoir si les Conventions de Genève de 1949 s'appliquaient à la situation présente dans les provinces du sud de l'État partie, fait remarquer que l'article 3 commun des conventions, concernant le traitement des prisonniers, se rapporte à un conflit armé de caractère non international.

Rapport initial de la Thaïlande sur l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (suite) (CRC/C/OPSC/THA/1; CRC/C/OPSC/THA/Q/1 et Add.1)

32. **M^{me} Kashemsanta Na Ayuddhaya** (Thaïlande) dit que, suite à son adhésion au Protocole facultatif, son pays a élaboré le Plan national d'action pour la prévention et la répression de la traite des femmes et des enfants 2005-2010, qui sert de cadre au traitement des questions relatives à la vente d'enfants. La loi contre la traite des êtres humains est entrée en vigueur en 2008 et le Comité contre la traite des personnes a été créé. En réponse à une question concernant la définition de la pornographie mettant en scène des enfants et

de la vente d'enfants, elle indique que la loi ne définit pas directement ces notions mais, dans la mesure où elle porte sur la traite des personnes, ses termes peuvent être considérés comme une définition indirecte.

33. **M^{me} Nores de García** dit que la définition de la traite des personnes contenue dans la loi ne recouvre pas les définitions contenues dans le Protocole facultatif, ce qui signifie que la législation de l'État partie ne prend pas en considération toutes les questions traitées dans le Protocole facultatif.

34. **Le Président** dit que le Protocole facultatif ne porte pas sur la traite mais sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. La législation de l'État partie doit donc viser ces activités spécifiques. Les définitions contenues aux articles 2 et 3 du Protocole facultatif doivent se retrouver dans la législation nationale.

35. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) indique qu'un projet de loi concernant les matériels provocateurs a été soumis au Cabinet par le Ministère du développement social et de la sécurité humaine. Toutefois, sa délégation n'en a pas copie et ne peut donc fournir le texte des définitions qu'il contient. Sa délégation communiquera ultérieurement des informations à ce sujet.

36. **Le Président** fait observer qu'un décret ministériel ne suffit pas: les dispositions du Protocole facultatif doivent apparaître dans le Code pénal lui-même.

37. **M^{me} Aidoo** demande si le projet de loi mentionné par M. Gongsakdi se fonde sur les définitions contenues dans le Protocole facultatif, compte tenu du fait que l'État partie a déjà adhéré à celui-ci.

38. **M^{me} Chutikul** (Thaïlande) ne peut affirmer que la Thaïlande ait une loi spécifique correspondant au Protocole facultatif, bien qu'elle dispose de diverses lois portant sur des questions telles la prostitution et la traite des personnes. Elle admet que les dispositions du Protocole facultatif doivent être intégrées au cadre juridique de son pays.

39. **M. Winitnaiyapak** (Thaïlande) dit qu'il existe deux types de protection pour les enfants victimes et témoins: une protection au sens général et une protection dans le cadre des procédures judiciaires. Le Ministère de la justice est responsable de la protection au sens global régie par des lois, des dispositions et des règles. En ce qui concerne les procès, des procédures adaptées aux enfants ont été mises en place à l'intention des mineurs de moins de 18 ans. Un enfant peut si nécessaire, identifier l'auteur d'un délit, sans que ce dernier le voie. Les juges sont encouragés à interroger les enfants en ayant recours à des travailleurs sociaux ou à des psychologues, bien que certains préfèrent les interroger directement. Les avocats de la défense doivent mener leurs contre-interrogatoires par le biais d'intermédiaires. Si un juge estime qu'interroger un enfant au tribunal peut nuire à son équilibre affectif ou physique ou au respect de sa vie privée, ou si l'enfant ne peut comparaître pour d'autres raisons, son témoignage pourra être enregistré sur une bande vidéo.

40. **Le Président** demande si le Code de procédure pénale impose un nombre limite d'auditions lorsqu'un enfant témoigne au tribunal et si le juge peut rejeter une demande de confrontation du délinquant présumé avec le témoin. Il souhaite aussi connaître les dispositions éventuelles adoptées eu égard au paiement d'un avocat ou autre personne de confiance pour assister un enfant témoin pendant la procédure, et savoir s'il existe un fonds d'État pour couvrir les préjudices ou l'indemnisation en cas d'insolvabilité du délinquant.

41. **M. Winitnaiyapak** (Thaïlande) indique qu'un enregistrement sur bande vidéo du témoignage d'un enfant ne peut être visionné qu'une seule fois au tribunal. Les enquêteurs évitent de répéter la même question à l'enfant. Les juges s'opposent quelquefois à cette approche car ils préfèrent interroger directement les témoins plutôt que de recourir à un

travailleur social ou à un psychologue. Le juge n'autorise aucune confrontation avec le délinquant présumé, quelles que soient les circonstances. L'enfant est placé dans une pièce distincte avec une personne de confiance et un travailleur social ou un psychologue. Il n'est pas interrogé directement par le juge, l'avocat de la défense ou le procureur. Les enfants victimes sont représentés par le ministère public dans tout le pays mais ils peuvent engager un avocat si nécessaire. Si le tribunal accorde une indemnisation financière, le procureur en garantit le versement par le délinquant ou par un fonds public.

42. **M^{me} Nores de García** demande quelle action peut être entreprise dans le cadre de la législation existante contre les personnes morales qui se livrent à des activités de proxénétisme et de pornographie impliquant des enfants. Encourent-elles des poursuites judiciaires, par exemple, si elles font de la publicité pour leurs services?

43. **M^{me} Wijemanne** demande si une loi régit le cyberspace et la pornographie sur l'Internet.

La séance est suspendue à 16 h 25; elle est reprise à 16 h 50.

44. **Le Président** souhaite savoir si l'État partie peut invoquer la compétence extraterritoriale en ce qui concerne les délits relevant du Protocole facultatif commis par un ressortissant ou un résident thaïlandais. Le Code de procédure pénale semble alors exiger la double incrimination.

45. **M. Winitnaiyapak** (Thaïlande) dit que l'État partie ne peut invoquer uniquement le Protocole facultatif pour instaurer la compétence extraterritoriale. Les sections 5 à 11 du Code pénal se rapportent à l'extension de la compétence des tribunaux nationaux à certains délits commis hors du Royaume. L'article 11 de la loi de 2008 sur la lutte contre la traite des personnes dispose que quiconque a commis un délit en vertu de l'article 6 ayant trait à la traite des personnes à l'étranger, encourt des poursuites judiciaires en Thaïlande. La loi de 2008 sur l'extradition dispose du principe de la double incrimination selon lequel le délit doit être un délit pénal conformément à la loi de l'État demandeur et à la loi thaïlandaise, et il doit être passible de la peine capitale ou d'une peine de détention minimale d'un an. Il n'est pas nécessaire que le délit soit classé dans la même section, ou porte le même nom dans les deux pays. La Thaïlande a conclu des traités d'extradition avec de nombreux pays et elle peut donner suite aux demandes d'extradition fondées sur le principe de réciprocité.

46. **M. Cardona Llorens** fait observer que le principe de réciprocité s'appuie sur des critères rigoureux et il attire l'attention sur le paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole facultatif qui dispose que celui-ci peut être considéré comme un fondement juridique de l'extradition. La Thaïlande est donc habilitée à considérer qu'elle a un accord d'extradition avec tous les États parties au Protocole facultatif.

47. **Le Président** souligne l'importance de veiller à ce que les délits donnant lieu à extradition en vertu du Protocole soient clairement définis dans la législation thaïlandaise.

48. **M. Winitnaiyapak** (Thaïlande) dit que les personnes morales peuvent être tenues pour responsables d'activités de prostitution et de pornographie impliquant des enfants, et que beaucoup ont fait l'objet de poursuites judiciaires. En pratique, une amende est d'ordinaire infligée aux entreprises et les dirigeants sont condamnés à une peine de prison. Les avoirs de l'entreprise peuvent également être confisqués en vertu de la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent.

49. **M. Imjairach** (Thaïlande) dit que la diffusion de la pornographie ou d'informations à caractère pornographique est un délit en vertu de la loi de 2007 relative à la lutte contre la criminalité informatique. Le gouvernement accorde une priorité élevée à ces questions, par l'intermédiaire du Ministère des technologies de l'information et de la communication. La section 287 du Code pénal interdit la vente ou la diffusion de matériels à caractère pornographique et la définition de la pornographie par la Cour Suprême inclut les photos,

imprimés publicitaires ou films. Le Ministère du développement social et de la sécurité humaine a rédigé un projet de loi concernant les articles à caractère pornographique provocateurs et moralement dangereux.

50. **Le Président** demande si le projet de loi définit l'infraction de «solicitation en ligne à des fins sexuelles», ou l'utilisation de l'Internet pour inciter les mineurs à se prostituer, ou la production de matériels pédopornographiques.

51. **M. Imjairach** (Thaïlande) signale que tout encouragement ou incitation de cette nature via l'Internet est déjà jugé illégal.

52. S'agissant du tourisme pédophile, il déclare que le Ministère du développement social et de la sécurité humaine, le Ministère du tourisme et des sports et la police collaborent avec les autres organismes pour prévenir ce type d'infractions. La police du tourisme aide les victimes mineures qui ont été incitées à se prostituer avec ou sans leur consentement, par exemple en cas de traite des personnes. Les ONG et les ambassades étrangères font également appel à la police du tourisme pour mener des enquêtes à ce sujet ou arrêter les suspects. Un certain nombre de ressortissants étrangers ont ainsi été arrêtés.

53. **Le Président** dit que dans certains pays les agences de tourisme s'engagent à se conformer à des normes bien définies pour faire obstacle au tourisme sexuel en général et au tourisme pédophile en particulier. L'industrie touristique thaïlandaise est-elle liée par un code de conduite?

54. **M. Imjairach** (Thaïlande) dit que les agences de tourisme thaïlandaises sont rarement impliquées dans des activités criminelles de ce type. La plupart des délinquants sont des ressortissants étrangers qui ont des contacts à titre privé en Thaïlande.

55. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) déclare que les autorités coopèrent avec l'UNICEF en ce qui concerne les programmes de protection des mineurs, et notamment des enfants particulièrement menacés, contre les sévices, la négligence et toutes autres formes d'exploitation. Bénéficient de ces programmes les enfants mendiants comme ceux impliqués dans des activités pornographiques. Le Ministère du tourisme et des sports a collaboré avec le réseau ECPAT International (End child prostitution, child pornography, child sex tourism and trafficking in children for sexual purposes) (Mettre fin à la prostitution des enfants, à la pédopornographie, au tourisme pédophile, et à la traite d'enfants à des fins sexuelles), l'organisation Child Wise et le groupe Accor Asia Hotel, dans la mise en œuvre du Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages.

56. **M. Pinkaew** (Thaïlande) dit que le Fonds de lutte contre la traite des êtres humains a été créé pour indemniser les victimes de la traite des personnes, y compris celles qui se trouvent actuellement en dehors de la Thaïlande, en vertu de la loi de 2008 relative à la lutte contre la traite des êtres humains. Les victimes étaient initialement habilitées à percevoir une somme de 3 000 bahts thaïlandais, soit l'équivalent d'environ 100 dollars des États-Unis et une indemnisation complémentaire si elles étaient sans emploi. Pour 2012, ces crédits s'élèvent globalement à 117 millions de bahts, soit l'équivalent de plus de 30 millions de dollars.

57. **M^{me} Kiattikul** (Thaïlande) dit qu'une campagne nationale a été lancée contre la traite des personnes et que le 5 juin a été désigné «Journée nationale annuelle de lutte contre la traite des êtres humains». Des campagnes ont également été menées par la presse écrite, la télévision et la radio. Des programmes d'orientation professionnelle ont été mis en place pour les femmes et les mineurs dans les secteurs très exposés. Les enfants victimes sont encouragés à reprendre leur cursus scolaire au moyen de prêts et de bourses d'étude. Des réseaux de surveillance sont mis en place avec les organisations féminines européennes et celles d'autres parties du monde.

58. **M. Cardona Llorens** s'interroge sur les méthodes employées par l'État partie pour collecter les données relatives aux mineurs impliqués dans des activités de prostitution. Les chiffres figurant dans le rapport, qui varient de 60 à 70 enfants au cours des dernières années, ne correspondent pas aux informations obtenues par ailleurs. Une connaissance approfondie des faits sur le terrain est indispensable à l'adoption de mesures appropriées.

59. **M^{me} Kashemsanta Na Ayuddhaya** (Thaïlande) dit que le Comité de lutte contre la traite des êtres humains crée dans le cadre de la loi y relative, est chargé du système de collecte des données. Une base de données globales contient des informations relatives à l'ensemble du pays et une base de données locales regroupe des données plus ciblées. Les données se divisent en deux catégories qui concernent respectivement les enfants victimes et l'exercice des poursuites pénales. Les tableaux et les données communiqués dans le rapport et les réponses à la liste des questions sont malheureusement quelque peu incomplets et peuvent être imprécis en raison d'erreurs humaines. Une approche plus systématique s'impose et toute recommandation du Comité à cet égard serait très appréciée.

60. **M. Tharathep** (Thaïlande) dit qu'un nouveau système de collecte des données a été mis en place en 2009 dans un centre d'accueil d'urgence à guichet unique en vue d'établir des dossiers individuels pour tous les enfants auxquels il prête assistance. En 2011, quelque 600 travailleurs migrants ont demandé de l'aide au centre. La plupart des enfants étrangers qui s'y adressent proviennent de la République démocratique populaire lao; environ 10 % d'entre eux se sont livrés à la prostitution.

61. **Le Président** demande si le gouvernement a pour priorité de renvoyer dans leur pays d'origine les enfants étrangers qui ont été victimes de vente d'enfants, de prostitution et de pornographie, ou de les prendre en charge en Thaïlande.

62. **M^{me} Chutikul** (Thaïlande) déclare que l'objectif consiste toujours à assurer la pleine prise en charge des victimes et en premier lieu l'hébergement, l'aide médicale, un soutien psychologique et l'aide judiciaire. Les adultes qui doivent demeurer dans le pays jusqu'au terme de la procédure reçoivent une formation professionnelle et, conformément à une récente décision du Cabinet, le Ministère du travail les aide à trouver un emploi. Une fois la procédure judiciaire achevée, le processus de rapatriement débute; les autorités prennent contact avec l'ambassade ou le consulat concerné pour identifier les familles des enfants. Les autorités thaïlandaises mettent tout en œuvre pour que les enfants rapatriés soient correctement traités à leur retour et qu'ils bénéficient d'un programme de réinsertion. Des travailleurs sociaux accompagnent quelquefois les enfants qui reviennent en République démocratique populaire lao et ils travaillent en coordination avec leurs collègues à Vientiane pour veiller à ce que les enfants rejoignent leur famille. De même, les enfants rapatriés au Myanmar sont souvent accompagnés à Yangon, où tout est mis en œuvre pour qu'ils retrouvent leur famille. Toutefois, les circonstances ne permettent pas toujours aux autorités thaïlandaises d'être certaines que les enfants sont parvenus en sécurité à destination. Si nécessaire, le gouvernement utilise ses liens avec les journalistes et les ONG internationales qui travaillent dans les pays concernés pour surveiller la situation des enfants. Tout est fait pour garantir la prise en charge des victimes conformément aux Principes et aux directives des Nations Unies concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains.

Observations finales des rapporteurs pour la Thaïlande

63. **M^{me} Aidoo** (Rapporteuse pour la Thaïlande pour la Convention) félicite l'État partie pour ses progrès sur le plan économique et social et approuve l'adoption de nombreux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de lois internes, directives et plans y afférents. Néanmoins, le gouvernement doit également veiller à ce que les enfants soient protégés des effets nocifs de la pollution, en particulier dans les zones industrielles, de la dégradation de l'environnement dans les régions côtières et des incidences négatives

du tourisme. Un grand nombre d'enfants dans l'État partie sont victimes de discrimination fondée sur leur région d'origine, leur ethnie, leur minorité ou leur statut de migrant ou de réfugié, ce qui compromet les efforts que le gouvernement consacre au respect de leurs droits. Malgré la forte croissance économique, de nombreux enfants sont toujours privés de leurs droits en raison de la pauvreté qui les affecte de manière disproportionnée dans les zones rurales, le nord, le nord-est et le sud, comme elle affecte les enfants migrants et réfugiés.

64. Bien qu'il existe une législation relative aux droits des enfants, celle-ci n'est pas réellement appliquée. L'État partie devrait faire en sorte que les responsables et les professionnels œuvrant à la protection de l'enfance reçoivent une formation continue pour actualiser leurs connaissances et leurs capacités à appliquer les lois et les directives en vigueur. Il devrait également adopter des mesures pour réduire au maximum la corruption qui rend souvent inefficaces les actions du gouvernement.

65. Bien que le Comité juge très ambiguë la classification de «personnes déplacées externes», il approuve les mesures adoptées pour protéger les enfants migrants et les enfants réfugiés. M^{me} Aidoo invite instamment le gouvernement à les traiter sur son territoire comme des enfants qui en vertu de la Convention, jouissent des mêmes droits que les enfants thaïlandais.

66. Elle engage le gouvernement à accélérer sa ratification de plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le Protocole facultatif à la Convention établissant une procédure de présentation de communications, la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

67. **M^{me} Nores de García** (Rapporteuse pour la Thaïlande pour le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants) salue les nombreux progrès accomplis par l'État partie. Ce dernier devrait toutefois inclure d'urgence dans son Code pénal une interdiction clairement définie de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants, qui soit conforme aux définitions du Protocole facultatif. L'État partie devrait également procéder à un examen de son système juridique pour garantir qu'il est en mesure de protéger les enfants sur son territoire et à l'étranger, quel que soit le lieu où les infractions sont commises. Sachant que peu d'entreprises ont été sanctionnées pour avoir participé à des délits concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, davantage de mesures devraient être adoptées pour mettre en œuvre la législation pertinente à cet égard. De même, des dispositions complémentaires s'imposent pour protéger les enfants thaïlandais et les non-ressortissants employés comme domestiques et dans les pêcheries, des incidences nocives de travaux dangereux. Le gouvernement a besoin de données spécifiques sur la mise en œuvre de la Convention et des deux protocoles facultatifs pour pouvoir élaborer des plans d'action efficaces.

68. **M. Madi** (Rapporteur pour la Thaïlande pour le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés) demande instamment à l'État partie de pénaliser expressément l'enrôlement de mineurs de moins de 18 ans, quel que soit le contexte. La situation dans les provinces frontalières du Sud mérite davantage d'attention pour que les droits des enfants y soient appliqués et protégés. Jusqu'à la levée de l'état d'urgence, le gouvernement devrait rapidement et sans exception appliquer la législation relative à la justice pour mineurs de moins de 18 ans. Des politiques et des programmes progressistes s'imposent également pour protéger les droits des enfants dans les camps et ceux des enfants des demandeurs d'asile, et permettre aux organes des Nations Unies

d'avoir en permanence librement accès aux camps situés le long de la frontière avec le Myanmar.

69. **M. Gongsakdi** (Thaïlande) assure au Comité que le gouvernement s'emploie déjà à résoudre un grand nombre des problèmes évoqués. La mise en œuvre pleine et efficace de la législation interne sans discrimination est une priorité manifeste. La Thaïlande s'engage fermement à améliorer le respect des droits de l'enfant; à cette fin, sa délégation rendra compte au Cabinet du dialogue et des observations finales du Comité, afin d'induire des changements. Suite à l'Examen périodique universel de 2011 par le Conseil des droits de l'homme, le gouvernement s'est engagé à améliorer ses lois en vue de protéger les femmes et les enfants et de promouvoir le droit à l'éducation des enfants défavorisés et marginalisés pour leur permettre, à égalité avec les autres, d'accéder à l'enseignement. Le gouvernement accepte en outre la recommandation du Comité d'adresser une invitation permanente à tous les rapporteurs spéciaux des Nations Unies.

La séance est levée à 18 heures.